

LE BULLETIN

32 av. de l'Europe
38030 GRENOBLE CEDEX 2

04 76 09 65 54

accueil@cgt-isere.fr

cgt-isere.fr

AOÛT-SEPT 2026

N° 822



DOSSIER:

CONFÉRENCE DES UL



LUTTES

**INSPECTION
DU TRAVAIL**

p. 6

VIE SYNDICALE

**UNE PREMIÈRE EN OISANS :
1^{ER} CONGRÈS DU SYNDICAT
DES TERRITORIAUX**

p. 9

INTERNATIONAL

**CHICAGO
LABOR NOTES :
LA CGT ÉTAIT PRÉSENTE**

p. 10

SOMMAIRE

2 ÉDITO

4-5 DOSSIER

Conférence des ULs

6-7 LUTTES

6 - Inspection du Travail

7 - Que font les dirigeants de l'AFIPH ?

8-9 VIE SYNDICALE

8 ALS : animation des luttes et sécurité : appel à soutien à la logistique

9 Une première en Oisans : 1^{er} Congrès du syndicat des Territoriaux

10-11 INTERNATIONAL

Labor Notes à Chicago : la CGT était présente

11 JEUX DE MOTS



édito

Nicolas Benoit

Secrétaire général UD CGT Isère

SEPTEMBRE, ON RELÈVE LES MANCHES

L'actualité syndicale récente a été bien chargée.

Sur le terrain des luttes avec de nombreuses grèves dans la santé et l'action sociale en particulier, pour la défense d'un Premier Mai chomé-payé pour toutes et tous le 16 juin ou encore la fête des 90 ans des Congés payés organisée le 1^{er} juillet conjointement avec le Secours Populaire Français.

«LE CONTEXTE SOCIAL A CONTINUÉ DE SE DÉGRADER DU FAIT DE LA POLITIQUE MENÉE POUR SATISFAIRE LA VORACITÉ DES GRANDS GROUPES ET DU PATRONAT...»

Pour la CGT, avec le 54^{ème} Congrès confédéral qui aura permis la participation de 15 délégué·e·s de Isère, la conférence des Unions locales et des professions le 23 juin à Renage où les débats ont permis l'impulsion d'une nouvelle conférence en avril 2027 pour tirer un bilan sur notre organisation en territoires, les droits et moyens associés.

Dans la perspective du débat sur le PLFSS 2027 et de la campagne présidentielle qui va saturer l'espace médiatique, la tenue d'un meeting **sur le 100% sécu** en novembre prochain est également à l'ordre du jour.

Le contexte social a continué de se dégrader du fait de la politique menée pour satisfaire la voracité des

Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimé par nos soins

N° CPPAP

0226 S 05444

I.S.S.N. 1154-6670



Je rejoins la cgt !



grands groupes et du patronat, **le niveau des salaires ne suffisant plus à contenir une hausse des prix qui s'accélère** (+2,4% en mai) tirée par les prix de l'énergie due à la conséquence directe du choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient et à la fermeture du détroit d'Ormuz.

Si le SMIC horaire a bien augmenté de 2,41% au 1^{er} juin, le gouvernement toutefois n'entend pas du tout débloquer le point d'indice gelé dans la fonction publique depuis 3 ans.

Aussi au 1^{er} juillet 2026, ce **sont plus de 860 000** agent.es de la fonction publique qui ont vu leur grille indiciaire **rattrapée par le SMIC** ; y compris des agent.es en milieu de grille B 1^{er} grade (secrétaire administratif, rédacteur territorial, animateur, assistant socio-éducatif, aide-soignante) et en début de grille B 2^{ème} grade (classe supérieure).

C'est pourquoi, l'ensemble des organisations syndicales appellent ainsi à **une puissante journée de grève le 29 septembre** dans tous les champs de la fonction publique. Cette journée doit être préparée le plus en amont avec chaque agent.e pour gagner une mobilisation de masse qui s'inscrivent dans le temps et contribue au renforcement de l'audience de la CGT lors des élections du 10 décembre dans la fonction publique.

A quelques semaines de fin la période de congé, nous rappelons que l'Assemblée générale de rentrée des syndicats CGT de l'Isère se tiendra le 8 septembre. Elle revêt un caractère important face aux nombreux enjeux que nous auront à relever collectivement, d'où la nécessité de la présence des syndicats.

« ... L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES APPELLENT AINSI À UNE PUISSANTE JOURNÉE DE GRÈVE LE 29 SEPTEMBRE... »



8 SEPTEMBRE :

AG de rentrée des syndicats

15 SEPTEMBRE :

journée d'action santé action sociale

21 SEPTEMBRE :

journée mondiale pour la paix

23 SEPTEMBRE :

AG rentrée UL Roussillon

29 SEPTEMBRE :

journée d'action de la fonction publique

13 OCTOBRE :

comité général des syndicats CGT de l'Isère

14 OCTOBRE :

journée d'action pour la défense de l'AGIRC-ARRCO

20 OCTOBRE :

journée d'étude droit des femmes



LES
DATES



CONFÉRENCE DES UNIONS LOCALES ET PROFESSIONS

LE 23 JUIN À RENAGE

Dans le cadre la Résolution de Territoire une conférence des UL et Professions a été organisée le 23 juin à Renage, dans la perspective du Comité Général en date du 13 octobre 2026.

Les Unions Locales du Grésivaudan, Vizille, Oisans, La Mure, Matheysine Trièves ainsi que Le Pont de Claix, et Voiron portent le projet sur le transport col-



lectif et sa gratuité, dans le but d'améliorer la desserte notamment pour les travailleuses et travailleurs. Différentes actions ont été organisées sur les différents territoires, comme par exemple des réunions publiques, ainsi que du tractage, et une sensibilisation des élu.e.s locaux. D'autres actions sont prévues.

L'Union locale de Roussillon Beaurepaire lutte contre le désert médical sur le territoire. L'objectif est la création d'un centre de santé. Ce projet mené depuis plusieurs années est déjà bien avancé. Des actions ont pu être menées notamment des réunions publiques, ainsi qu'à l'occasion de la campagne des



80 ans de la sécurité sociale, Des tractages ont eu lieu auprès des habitants. Le projet continu d'avancer, notamment sous forme de SCIC. Mais manque de soutien de la part des élu.e.s. Une présentation de ce projet est envisagée pour la fin 2026.

Chaque UL et Professions ont réaffirmées leurs engagements sur la défense et le développement du Service Public afin de répondre aux besoins sociaux de la population. Néanmoins des difficultés communes sont pointées. Afin de permettre de les dépasser, l'UD proposera aux camarades engagés sur les projets portés en territoires la formation « *construire un plan d'action syndicale* » afin d'acquérir une méthodologie de travail.

La conférence a également proposé, validé depuis par la CE de l'UD, la tenue d'une nouvelle conférence des UL et professions en avril 2027 autour des droits et moyens pour le fonctionnement des unions locales.

Il est également proposé l'organisation d'un meeting en novembre 2026 sur le 100 % SECU pour rendre visible et crédible notre proposition en pleine période de campagne électorale des présidentielles.

Betty Demange





Témoignages :



SCIC de Santé : un outil CGT pour reconquérir l'accès aux soins

Les UL CGT de Roussillon et de Vienne ont engagé une réflexion commune pour reconstruire un véritable service public de santé et défendre l'Hôpital de Vienne, essentiel au territoire. Malgré une volonté partagée, les contraintes militantes et professionnelles n'ont pas permis d'installer un travail régulier entre nos deux UL.

À Roussillon, la commission santé animée par les retraités multipro poursuit depuis plus de dix ans un travail revendicatif constant contre la désertification médicale. Leur objectif reste inchangé : des centres de santé publics, pluriprofessionnels, avec des médecins salariés. Pourtant, l'intercommunalité EBER se retranche derrière le caractère « régalien » de la santé et refuse d'assumer ses responsabilités. Les initiatives locales existent, mais elles sont dispersées, privées et sans vision territoriale.

Face à cela, la CGT porte un projet structurant : une SCIC Centre de Santé, fondée sur le salariat des médecins, des partenariats avec les hôpitaux publics, un accompagnement coordonné des personnes âgées, la prévention en lien avec la CPTS et des coopérations inter-SCIC. Ce modèle démocratique, non lucratif et protecteur permet de sécuriser un outil de santé territoriale, y compris face aux risques de bascule politique.

Les camarades de Roussillon ont atteint leurs limites. Pour avancer, nous avons besoin du soutien départemental, de l'expertise juridique et stratégique de la CGT, et d'un engagement collectif. Ce projet n'est pas local : c'est un levier pour reconquérir l'accès aux soins et démontrer ce que la CGT sait construire lorsqu'elle agit pour le service public.

Anthony Martinez, SG UL Roussillon-Beaurepaire

La conférence des uls et des territoires du 23 juin de Renage visait de faire le point sur la mise en œuvre de la résolution 3 prônant une démarche offensive de reconquête des services publics, en portant des projets revendicatifs réalistes dans nos territoires.

En tant que pilote du groupe de travail composé de camarades des 3 Unions locales du Sud Isère : Pont de Claix, Trièves Matheysine et Vizille Oisans, j'ai présenté un rapide résumé des réunions tenues où nous avons essayé de promouvoir une dynamique collective sur les transports collectifs.

Nos travaux tournaient autour de la nécessité de promouvoir un mode de déplacement collectif, en réduisant notre empreinte carbone, en améliorant le confort et la ponctualité, tout en garantissant l'accessibilité pour chacun à des lignes cadencées et régulières.

Pour cela, le groupe de travail a organisé une rencontre avec les élus municipaux des territoires (le 16 décembre) et une réunion publique à Vizille (le 5 février) rassemblant une cinquantaine d'habitants avec parmi eux des camarades de différents syndicats CGT de transports et de cheminots et de d'associations.

Entre ces 2 événements, nous étions présents à une réunion à Fontaine le 15 janvier du collectif pour le développement et la gratuité des transports de l'aire Grenobloise (UGDT), soutenu par l'UD.

En d'autres termes, le travail collectif a permis de relancer une dynamique d'échanges et de rencontres engagée depuis des années pour travailler ensemble et collectivement.

Franck Clet, SG UL Vizille-Oisans





INSPECTION DU TRAVAIL

La mobilisation paye, mais la direction revancharde poursuit son travail de répression syndicale.

Le 18 juin 2026, un rassemblement de plus de 120 personnes se tenait devant les locaux de la DDETS.

Il s'agissait, en défense de l'inspection du travail et contre la répression antisyndicale, d'une mobilisation importante de la profession.



Mesures de représailles contre la dénonciation du management discriminatoire ; volonté d'associer l'inspection du travail à des opérations de police de l'immigration ou de communication sur le « narcotrafic » ; tentative de faire obstacle aux contrôles du 1^{er} mai : c'est une véritable guerre de tranchées que l'administration locale a déclarée à l'inspection du travail, à ses conditions de travail, à ses missions et à son indépendance.



Pour soutenir les agent.e-s, la CGT était présente à travers son Union départementale, un représentant de l'union fédérale des syndicats de l'État et plusieurs de ses syndicats ou structures : ST Micro, Fontaine Insertion, Nettoyage, retraités. Les intervenants ont dénoncé le climat de répression dans les administrations et entreprises, l'UD faisant le lien avec le cas de SEB où la direction sanctionne les lanceurs d'alerte sur la question des PFAS et porte plainte contre Sophie Binet !

La CGT DDETS a rappelé que seule la lutte collective nous protège, et dénoncé, au-delà de la seule inspection du travail, la précarisation de l'emploi dans la fonction publique et à la DDETS 38 ainsi que le plan de gel des effectifs annoncé au plan régional. L'après-midi, les inspectrices et inspecteurs des autres départements ont pris la parole, racontant les dérives et les conséquences du sous-effectif qui existent un peu partout.

Depuis le rassemblement, les deux inspecteurs poursuivis en représailles de leur activité syndicale ont été mis hors de cause par la justice : revancharde, l'administration engage, au lendemain de ce classement sans suite, une poursuite disciplinaire à leur encontre ! Et la chasse aux « non conformes » bat son plein partout dans le ministère : plus d'une dizaine d'inspecteurs stagiaires sont menacés de non-titularisation.

La CGT revendique l'abandon des poursuites contre les collègues, l'abandon du plan d'austérité sur les effectifs des DDETS, le rétablissement de conditions sereines de travail, un plan d'urgence pour l'inspection du travail, à commencer par la titularisation des collègues et l'ouverture massive de postes au concours !



Alexandre MAUPIN, CGT DDETS



QUE FONT LES DIRIGEANTS DE L'AFIPH ?



Depuis plusieurs années, l'accompagnement des personnes en situation de handicap se dégrade sans qu'aucune issue ne se dessine.

Le 30 juin, le rapport de force est monté d'un cran suite à l'appel de la CGT et SUD au rassemblement à Voreppe où se tenait l'Assemblée Générale de l'Afiph.

Les revendications étaient claires et essentielles pour l'avenir des 2 300 salarié-e-s :

- ➔ Un vrai dialogue social, STOP à la mascarade
- ➔ Un accord relatif aux organisations du temps de travail, équitable et juste
- ➔ Des augmentations de salaires maintenant
- ➔ L'amélioration des conditions de travail
- ➔ La fin de l'austérité imposée par le Plan de Retour à l'Équ沿海 (PRE)
- ➔ La prise en compte de la souffrance au travail et des demandes d'expertises sur les risques psychosociaux

Mais le message de l'employeur a été tout autre : pour accueillir les salarié-e-s, les dirigeants de l'Afiph avaient choisi de faire appel à un service de sécurité pour contrôler les accès. Auraient-ils peur de ces

femmes et de ces hommes qui font vivre quotidiennement l'association et accompagnent leurs enfants ?

Face à une mobilisation déterminée, l'AFIPH a finalement accepté de recevoir une délégation syndicale. Là encore, le symbole est fort : la délégation n'a pas été reçue devant les participants de l'AG, mais reléguée dans un couloir devant les toilettes, avec quatre administrateurs, la DRH et un directeur du siège.

Lorsqu'une association de l'Économie Sociale et Solidaire en vient à esquiver ses propres salarié-e-s le jour de son AG annuelle, ce n'est pas seulement le dialogue social qui est en crise : c'est le mode de gouvernance qui interroge, là où tout paraît cloisonné et confidentiel (cf. Rapport de l'IGAS).

Les administrateur·rice·s et les parents connaissent-ils réellement la situation des professionnel·le·s de l'AFIPH, la dégradation des conditions de travail, les alertes répétées et la souffrance exprimée par les salarié-e-s ?

Alors que le personnel demande des réponses sur ses conditions de travail, sur le PRE, sur les organisations du travail et sur la prévention des risques psychosociaux, l'AFIPH répond par des vigiles, des portes closes et des assignations au tribunal.

Ce constat est sans appel : les dirigeants de l'AFIPH refusent toujours de répondre aux véritables préoccupations et aux revendications des professionnel·le·s. La CGT-AFIPH continuera, avec les salarié-e-s, à défendre un service de qualité, des conditions de travail respectueuses et un dialogue social loyal, transparent et responsable.

La CGT AFIPH remercie l'ensemble des personnes qui se sont mobilisées : les salarié-e-s de l'AFIPH, les salariées d'AFIPH à DOM, l'Union Locale CGT de Voiron, représentée par son secrétaire et les camarades retraités, l'USD CGT 38 - Santé et Action Sociale.

Vincent DEBOT, CGT AFIPH





ANIMATION DES LUTTES ET SÉCURITÉ : APPEL À SOUTIEN À LA LOGISTIQUE

Les camarades de l'ALS (Animation des Luittes et Sécurité) se sont réunis ce 30 juin dernier pour faire le bilan des dernières mobilisations de l'année. Le premier trimestre de l'année 2026 a été marqué par les rencontres de l'industrie, le 26 mars.

L'initiative, co-organisée par l'Union départementale de l'Isère, et la confédération, a été un franc succès avec plus de 200 camarades présents, et un retentissement, médiatique et politique notable.



Ce succès, nous le devons en grande partie à la mobilisation des camarades de l'ALS qui, par un temps venteux et glacial a accueilli les invité.e.s et les participant.e.s à cette initiative, tenue buvette et micro, et participer activement à l'installation et au rangement du Boulodrome de Pont de Claix.

Comme chaque année, la CGT a organisé et tenu le stand du 1^{er} mai à l'anneau de vitesse de Grenoble. Avec plus de 30 m de stand, plus de 40 stands partenaires, et des milliers de personnes dans le cortège, encore une fois, les camarades ont sut gérer avec brio l'animation du cortège, la sécurité sur l'anneau de vitesse, le montage et démontage de nos barnums, la cuisson et le service.

À ce jour, au sein de la logistique, une large partie de bénévoles sont des retraité.e.s. Pour permettre à la CGT de continuer à rayonner sur notre territoire, et ne pas épuiser nos forces militantes, il nous faut augmenter le nombre de camarades investis sur ce créneau.

Il y a une place pour toutes et tous au sein de l'ALS. Alors aujourd'hui, l'équipe ALS de l'Union départe-



mentale lancent un appel : si toi aussi tu veux venir participer, aider et tenir des initiatives militantes à la CGT, de façon ponctuelle ou de façon pérenne, tu es le et la bienvenue !

Il y a de la place pour tout le monde, actif-ve.s comme retraité-e.s !

Contacte-nous à :

accueil@cg-t-isere.fr





UNE PREMIÈRE EN OISANS



Ce vendredi 12 juin 2026 s'est tenu le premier Congrès du syndicat des Territoriaux de l'Oisans.

Une quinzaine d'adhérent.e-s (sur 25) étaient présents pour débattre et voter les orientations du syndicat. Parmi les points inscrits à l'ordre du jour figuraient notamment le projet de syndicat de territoire de l'Oisans, les modifications statutaires ainsi que les élections professionnelles prévues en décembre 2026 sur notre territoire.

Le syndicat prévoit de s'organiser pour présenter des listes dans les

communes de l'Oisans comptant plus de 50 agents.

L'objectif est de renforcer la représentativité de la CGT, d'étendre son implantation sur l'ensemble du territoire de l'Oisans et d'organiser collectivement les agent.e-s territoriaux des 19 communes de l'Oisans, de la Communauté de communes de l'Oisans, du CIAS et du SACO.



La nouvelle CE a été votée à l'unanimité :

- Secrétaire Général : Stéphane RABAL (CC Oisans),
- Secrétaire à la politique financière : Rachida BONNET (CC Oisans),
- Membres de la CE : Virginie CREUZET (Mairie des 2 Alpes) et Patrice CHEVIET (CC Oisans).

Stéphane RABAL

Secrétaire Général, CGT Territoriaux de la CC Oisans, du CIAS et du SACO

EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE

APRÈS 40 ANS D'EFFORT DU GRATIN DE NOS ÉLITES POUR AMÉLIORER ET MODERNISER LES SERVICES PUBLICS, LE BILAN EST SANS APPEL...



UN ABOMIDABLE DÉSASTRE !!! LA BÉRÉZINA, LE CHAOS, LE CHAMP DE RUINES... AUSSI FRINGUANT QU'UN SPÉCULATEUR APRÈS UN CRASH FINANCIER !



ET BIEN NON ! PROCHAINEMENT, POUR LES ÉLECTIONS, VOUS VERREZ CES CALAMITEUX ARRIVER TOUT SOURIRE EN AFFIRMANT HAUT ET FORT VOULOIR SERVIR LE PUBLIC



Larage 26

EO
198



La CGT était présente à la réunion des Labor Notes, à Chicago



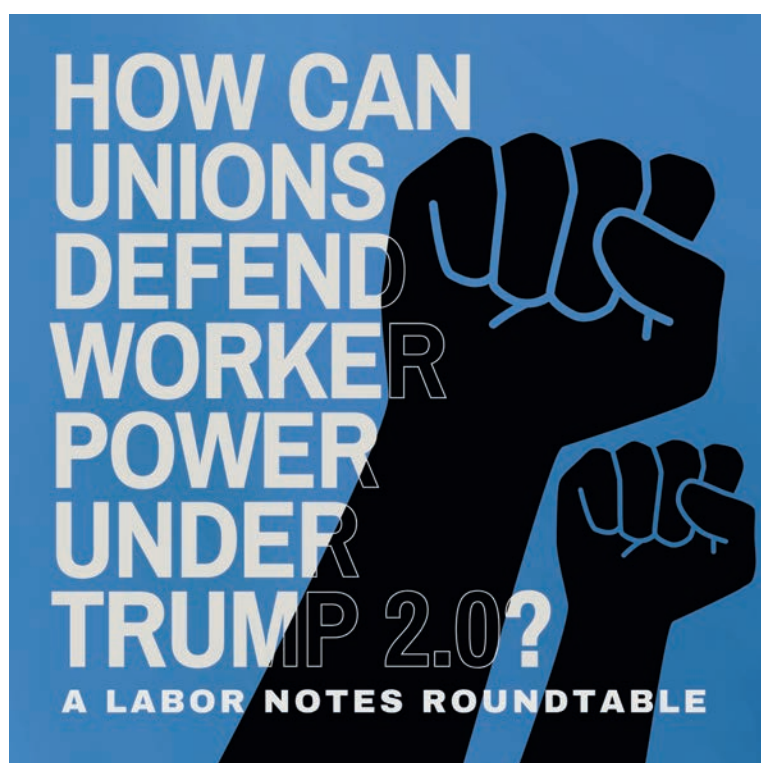
Il s'agit d'une grande conférence de syndicalistes qui se tient tous les deux ans et réunit plusieurs milliers de délégué·e·s. On peut croiser des infirmières, des travailleur·ses du rail, des conducteur·ice·s de bus, des postier·e·s, d'Amazon, des teamsters (livreurs et transporteurs routiers) et bien d'autres encore.

L'essentiel des ateliers était remarquable par la jeunesse des participant·e·s et l'enthousiasme avec lequel ils abordent le combat syndical. Le contenu variait entre des

ateliers très « techniques » sur ce que nous appelons ici la vie syndicale, et des rapports sur des luttes passées, les négociations des « contracts », ces contrats collectifs offrant plus de garanties que le simple « gré à gré » qui régit encore en majorité les relations de travail aux États-Unis...

Cette fois, c'est le retour de Trump et les réactions contre la milice fascisante ICE à Minneapolis, qui étaient au cœur de bien des discussions. On citera entre autres un des

ateliers : « Cela peut se produire ici : attaques brutales contre les syndicats. » Une grande lucidité sur l'incapacité du parti démocrate à proposer une alternative réelle s'est également exprimé, même si un certain espoir subsiste, notamment avec l'élection de Mamadani à New York.





Cet espoir se manifeste également autour de la notion de service public, les travailleurs du rail animaient ainsi un atelier intitulé « *Quels transports ferroviaires ? Les nôtres ! La propriété publique partout dans le monde.* »

Mandaté conjointement par la l'Union Départementale de l'Isère et la fédération des transports, j'ai participé à l'animation d'un atelier intitulé « *Les syndicats français dans les grèves* ». Devant un public nombreux et curieux, j'ai raconté la constitution de notre syndicat d'entreprise à la suite d'une grève réussie, et développé le point de vue CGT sur le mode de gestion des transports publics.

Une expérience enrichissante à renouveler !

Pierre Fabre, CGT Keolis



JEUX DE MOTS

CHARADE

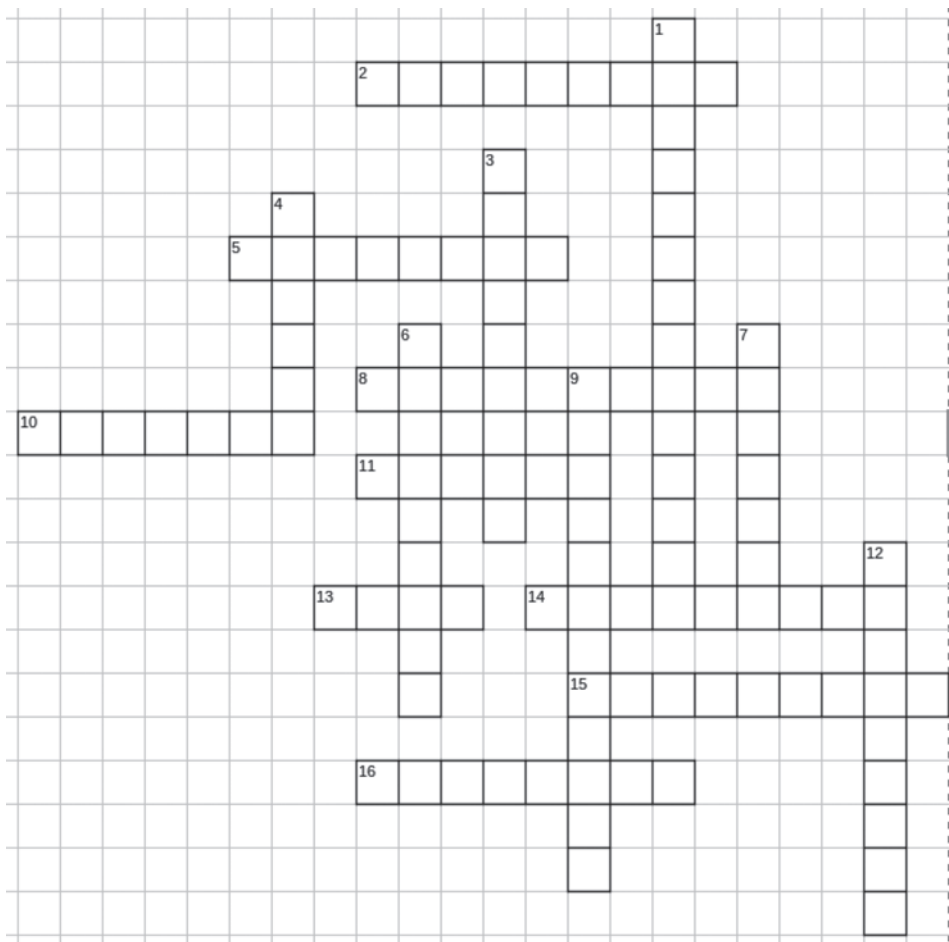
On trouve mon premier dans les églises
Mon deuxième est le premier nombre
Les trains s'arrêtent sur mon troisième pour accueillir les voyageurs
Mon quatrième est la 3^{ème} lettre de l'alphabet
Mon cinquième est un oiseau moqueur
Mon sixième est une infusion

Sans mon tout pas de rapport de force

Réponse : Syndiqués CGT

MOTS CROISÉS

- 1 - On la chante à la fin de nos Congrès
- 2 - Pour la fonction publique, elles auront lieu en décembre
- 3 - Vie de la cité
- 4 - Mise à mal par le capitalisme
- 5 - Elle peut être létale dans certains pays
- 6 - En 36 c'est l'adjectif d'un front
- 7 - Fleurs révolutionnaire
- 8 - Principe de la Sécurité Sociale
- 9 - Missak Manouchian l'était
- 10 - Les salarié.es vont aux prud'hommes pour la rendre
- 11 - Fleur de mai
- 12 - Son président a été enlevé cette année
- 13 - Aspiration des peuples
- 14 - Pays victime d'un génocide
- 15 - Compagnons de luttes
- 16 - La CGT revendique son partage



Réponses mots croisés :
MUGUET, VENEZUELA, PAIX, PALESTINE, CAMARADES, RICHESSE
POPULAIRE, OEILLETS, SOLIDARITE, ANTIFASCISTE, JUSTICE,
INTERNATIONALE, ELECTIONS, POLITIQUE, NATURE, CANICULE,

“**Merci**
de tout
”



La Macif est élue Marque Préférée des Français pour la 3^{ème} fois consécutive et c'est grâce à vous.
C'est aussi l'occasion de remercier nos plus de 6,4 millions de sociétaires, adhérents ou clients qui nous accordent leur confiance.



La Macif,
c'est **vous.**

*Étude réalisée du 7 au 12 janvier 2026 par OpinionWay auprès d'un échantillon représentatif de 2001 personnes de la population française de 18 ans et plus, dans la catégorie compagnies d'assurances.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.